

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Professionnels du spectacle Question écrite n° 46318

Texte de la question

M. Martin Malvy appelle l'attention de M. le ministre de la culture sur le regime d'assurance chomage des intermittents du spectacle. La denomination « intermittents du spectacle » regroupe les artistes, les techniciens, les realisateurs, les regisseurs ainsi qu'une partie du personnel administratif du spectacle vivant et enregistre. Ces professionnels du spectacle sont salaries et exercent leurs activites sur la base de contrats de travail a duree determinee successifs, entrecoupes de periodes de chomage. Aujourd'hui, a partir de 507 heures d'activite salariee durant les douze derniers mois, les droits a l'indemnisation du chomage leur sont ouverts pour une periode de douze mois. Ainsi, sur 70 000 intermittents inscrits a l'Agence nationale pour l'emploi, seuls 35 000 parviennent au seuil requis et percoivent une indemnite qui n'atteindra le SMIC que pour 20 000 d'entre eux. La particularite de ce dispositif permet de couvrir de necessaires periodes de travail personnel, de repetition ou d'entretien du materiel qui ne sont salariees par personne et participe a la richesse, a la diversite et au rayonnement du paysage culturel français. Mais l'actuelle convention Unedic et donc les annexes particulieres au cinema et spectacle parviendront a leur terme le 31 decembre 1996. Or, le CNPF refuserait d'ouvrir des negociations specifiques et afficherait sa volonte d'appliquer aux intermittents les dispositions relatives aux interimaires. Les droits a indemnite ne leur seraient alors ouverts qu'a partir du seuil de 676 heures salariees durant les huit derniers mois, et ce pour une periode de quatre mois seulement. Ces professionnels du spectacle s'insurgent donc contre cette menace de precarisation croissante et reclament le maintien de l'actuel dispositif d'indemnisation. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre afin d'assurer la perennite du regime specifique des intermittents du spectacle en matiere d'assurance chomage.

Texte de la réponse

Le regime d'assurance-chomage des artistes et des techniciens du spectacle devait etre renegocie entre les partenaires sociaux avant le 31 decembre 1996. Un groupe de travail mixte, constitue a l'initiative du ministre de la culture, a permis des rapprochements de position entre les representants des employeurs et les representants des salaries. Ces propositions ont ete transmises par le ministre de la culture, tant aupres de la presidence de l'UNEDIC, que du ministre du travail, a qui il appartient, au sein du Gouvernement, de suivre au plus pres l'ensemble du dossier de l'assurance-chomage. Le ministre de la culture n'a pas manque de rappeler en toutes occasions son attachement a un regime specifique, legitimement demarque du regime general puisque s'appliquant a des professions dans lesquelles l'emploi est discontinu, au rythme des contrats. Comme il en avait pris l'engagement le 1er juillet dernier, au cours du Conseil national des professions du spectacle, le ministre a egalement noue des contacts personnels aupres de la presidence du CNPF, afin de lui exposer les enjeux des negociations en cours pour l'avenir des professions du spectacle. Ces demarches ont abouti a un delai supplementaire de quatre mois qui devra etre mis a profit pour une negociation specifique. M. Pierre Cabanes, conseiller d'Etat, a ete charge le 24 decembre 1996 par le ministre du travail et des affaires sociales et par le ministre de la culture de prendre tous les contacts necessaires et de proposer le calendrier, les modalites et le cadre des negociations qui devront s'ouvrir debut janvier pour aboutir avant fin avril 1997.

Données clés

Auteur : M. Malvy Martin Circonscription : - SOC

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 46318 Rubrique : Chomage : indemnisation

Ministère interrogé : culture Ministère attributaire : culture

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 décembre 1996, page 6533 **Réponse publiée le :** 20 janvier 1997, page 236